



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 29 octobre au 4 novembre 2020

Mexique

2019 – PIB : 1258 Mds USD | Pop : 127 M hbts

COVID-19

A la fin de la journée du 4 novembre, le Mexique enregistrait 93 228 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +3,2% de décès supplémentaires en une semaine. 943 630 cas confirmés ont été enregistrés (+4,1% en une semaine).

Finances publiques

Le Sénat a approuvé la loi de finances de la fédération 2021, ainsi que la « Miscelanea Fiscal 2021 », une loi portant diverses dispositions fiscales. Les sénateurs ont ainsi modifié les lois sur l'impôt sur le revenu, la taxe sur la valeur ajoutée et le code fiscal fédéral. Il a notamment approuvé la réduction du taux de retenue à la source aux plateformes numériques et la suppression du pouvoir du SAT de prendre des images/vidéos des domiciles fiscaux des contribuables.

Bien que le recouvrement des impôts ait été maintenu à un niveau stable malgré la pandémie, les recettes budgétaires sont en baisse à partir de septembre, en raison de l'effondrement des revenus pétroliers du gouvernement fédéral issus de PEMEX. En effet, entre janvier et septembre 2020, les recettes budgétaires se sont élevées à 3889 Mds MXN (soit 155 Mds EUR), soit une baisse de 5,4% par rapport à la même période l'année dernière.

Les Etats et municipalités ont enregistré une réduction annuelle de 80,7 Mds MXN (soit 3,2 Mds EUR) de ressources fédérales sur les neuf premiers mois de l'année. Il s'agit de la plus forte baisse de transferts de la Fédération aux gouvernements locaux depuis 1990. Ce résultat découle en partie de la crise économique et sanitaire liée à la COVID-19, qui a réduit l'activité économique et donc le niveau de collecte.

Le sous-secrétaire du ministère des finances et du crédit public (SHCP), G. Yoro, a confirmé que les 61 Mds de USD de la ligne de crédit flexible du FMI ne seront pas utilisés en 2020, ni en 2021. Le Mexique souhaite cependant que la ligne de crédit soit renouvelée et qu'elle reste au même niveau. Elle ne sera utilisée qu'en cas de nécessité.

Economie

Le PIB du Mexique a progressé de 12% au troisième trimestre de l'année par rapport au trimestre précédent, selon l'INEGI. Les activités dans le secteur primaire ont crû de

7,4% par rapport au deuxième trimestre 2020, tandis que le secteur secondaire a connu une croissance de 22% et le secteur tertiaire de 8,6%. Toutefois, cette reprise est fragile dans la mesure où une deuxième vague et une nouvelle mise à l'arrêt de l'économie sont probables. Par exemple, dans le Chihuahua, toutes les activités commerciales sont désormais suspendues à partir de 19h et ne reprennent qu'à partir de 6h le lendemain, à partir de ce jeudi 5 novembre.

Les analystes consultés par Banxico prévoient une contraction de 9,44% de l'économie du pays pour l'année 2020, contre 9,82% dans l'enquête précédente. Ils estiment également que la reprise économique au quatrième trimestre de cette année perdra de sa vigueur et que le PIB enregistrera une croissance trimestrielle de seulement 1,7%, après un rebond de 12% au troisième trimestre.

La perception de l'environnement économique par les hommes d'affaires s'est améliorée en octobre, principalement en raison de meilleures attentes quant à la situation future de leurs entreprises dans le pays. Notamment, les chiffres économiques se sont améliorés avec la reprise des activités productives.

Les indicateurs manufacturiers de l'institut mexicain des cadres financiers (IMEF) ont montré un rebond en octobre 2020, dû à la réactivation de l'activité économique. La reprise est due à la réouverture de l'activité économique suite au confinement imposé par la crise de la COVID-19. Aussi, l'indicateur IMEF de l'industrie manufacturière a augmenté de 3,2 points au cours du dixième mois, pour atteindre 50,1 unités, il est donc passé en zone d'expansion (supérieure à 50 points) après seize mois consécutifs en contraction.

Le président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO) a annoncé que le nombre d'emplois formels créés en octobre était de 200 641, signe positif de la reprise de l'économie. La pandémie COVID-19 avait entraîné la perte de plus de 1,1 M d'emplois entre mars et juin.

L'indice global du personnel employé dans les secteurs économiques a montré une augmentation de 0,47% en aout, par rapport au mois précédent, selon l'Inegi. Cela correspond à la plus forte augmentation de cet indicateur depuis janvier 2018, où il avait augmenté de 0,48%. Toutefois, l'indice atteint 104,4 points, ce qui demeure inférieur aux niveaux pré-pandémie de COVID-19. En comparaison annuelle, l'indicateur enregistre une baisse de 5,4%.

Le président AMLO a également annoncé une nouvelle augmentation du salaire minimum l'année prochaine. Il avait déjà augmenté le salaire minimum de 20% la première année de son mandat, puis de 16% la suivante, et prévoit désormais une hausse de 16% pour l'année prochaine.

Les transferts de fonds de migrants au Mexique ont augmenté de 15% g.a. en septembre, maintenant ainsi un bon rythme malgré la pandémie de COVID-19. Ils se

sont élevés à 3,6 Mds USD en septembre 2020 contre 3,1 Mds USD sur la même période de l'année précédente. Dans le cumul de janvier à septembre 2020, ils ont totalisé 29,9 Mds USD, soit une hausse de 10% par rapport à la même période de l'année précédente.

Le peso mexicain s'est apprécié par rapport au dollar le 03 novembre. Le taux de change a clôturé à 20,998 MXN/USD contre 21,250 la veille, soit une variation de 1,19%.

Entreprises et grands contrats

Entre janvier et août 2020, PEMEX a investi seulement 33% des ressources prévues (soit environ 17,72 Mds MXN ou 0,7 Mds EUR sur les 50,88 Mds MXN ou 2 Mds EUR prévu), pour le développement de 17 champs prioritaires. Le gouvernement mexicain cherche notamment à inverser la tendance au déclin de la production de pétrole avec ces champs prioritaires. Sur la période, seuls 18 des 62 forages prévus ont été réalisés et les champs prioritaires ont apporté 84 000 barils par jour au cours du mois d'août.

Dans le même temps, le Secrétariat de l'énergie a identifié 172 zones restantes pour l'exploration et l'extraction du pétrole, selon le plan quinquennal d'offres pour l'exploration et l'extraction d'hydrocarbures 2020-2024.

La commission fédérale de l'électricité (CFE) présente des niveaux de rentabilité insuffisants et des lacunes de gouvernance pour atteindre ses objectifs, selon le résultat de l'audit des comptes publics 2019.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 04/11/2020
Bourse (IPC)	+0,22%	-14,07%	37 475,76 points
Taux de change USD/Peso	-1,64%	+8,28 %	20,94 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-1,88%	+15,59%	24,54 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	-3,31%	-30,76%	35 USD/Barils

AMERIQUE CENTRALE

2019 – PIB : 271 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Pays

Nombre de cas de COVID-19

Nombre de décès liés au COVID-19

Données officielles au 04 novembre 2020

Costa Rica	113 261 (+6,3% sur la semaine) <i>Décès : 1 431</i>
Guatemala	109 147 (2,7% sur la semaine) <i>Décès : 3 766</i>
Honduras	99 124 (+4,1% sur la semaine) <i>Décès : 2 730</i>
Nicaragua	5 514 (+0% sur la semaine) <i>Décès : 156</i>
Panama	136 024 (+3,7% sur la semaine) <i>Décès : 2 744</i>
Salvador	34 782 (+5,6% sur la semaine) <i>Décès : 997</i>

Guatemala

2019 – PIB : 76,7 Mds USD | Pop : 16,6 M hbts

Lors de la présentation du plan de transformation 2021 de l'économie, le président de la Banque centrale a révisé la variation du PIB à -1,5% g.a. pour 2020 (vs. -2,5% à juin) et +3,5% g.a. pour 2021 (vs. +3% à juin). Selon les chiffres du FMI, le Guatemala sera le pays le plus résilient de la région Amérique latine (moyenne de -8,1% g.a. pour la région) sur l'année 2020. Cette relative bonne santé économique face à la crise s'explique par la mise en œuvre rapide d'une politique anticyclique (baisse de 100 pdb du taux directeur entre mars et juin, hausse du déficit public de 3,1 points de pourcentage) et la bonne tenue des envois de remesas (13% du PIB). Par ailleurs la chute du prix du pétrole a permis l'économie de 950 M USD pour le pays depuis le début de l'année.

Le FMI a clôturé sa mission au titre de l'Article IV. Celle-ci a félicité les autorités locales pour leur réaction rapide face à la crise, tout en recommandant un meilleur ciblage des programmes d'assistance sociale, une accélération des programmes d'infrastructures et une hausse de la mobilisation fiscale. La mission a également encouragé les autorités à faire preuve d'une stabilité juridique plus importante afin de contribuer à l'amélioration du cadre des affaires.

Le secteur de la construction (5,2% du PIB) sera le principal moteur du rebond économique en 2021, croissant de 7% sur la période selon la Banque centrale. Malgré une baisse de l'activité estimée à 6,1% g.a. pour 2020, le secteur connaît une reprise au troisième trimestre portée par l'amélioration de l'indice de confiance économique (+60% entre avril et septembre). La Banque centrale a par ailleurs annoncé une baisse d'activité de -15,4% g.a. pour le secteur du tourisme et de -9,4% g.a. pour le transport en 2020.

Les recettes fiscales enregistrées par l'administration fiscale (SAT) à fin septembre sont inférieures de 590 MUSD (4,6 Mds GTQ) aux objectifs. Les principaux écarts de collectes

sont à imputer à la TVA sur les importations (231 MUSD), à la TVA sur la consommation nationale (128 MUSD) et à l'impôt sur le revenu (76 MUSD). Pour rappel, le Guatemala est le pays d'Amérique latine et Caraïbes avec la plus faible collecte fiscale (12% du PIB en 2018 vs 23% de moyenne pour la région Amérique latine et Caraïbes) et n'a réussi à atteindre ses objectifs de recettes fiscales que lors de l'année 2018 depuis 2015.

Honduras

2019 – PIB : 25 Mds USD | Pop : 9,7 M hbts

Selon le FMI, l'économie hondurienne se contractera de 7% g.a. en 2020 puis croîtra de 5% g.a. en 2021. L'organisation a proposé le décaissement de 88M USD pour continuer à supporter les mesures économiques et sociales du gouvernement contre la pandémie. Elle a souligné les efforts financiers consentis par le Honduras, notamment de politique de crédit au PME et de baisse du taux directeur pour limiter les conséquences dues à la pandémie. Ces actions ont engendré une hausse de la dette extérieure du Honduras de 20% g.a. pour s'élever à 10 Mds USD soit 45% de son PIB 2019.

Les importations pétrolières ont diminué de 41% g.a. sur les huit premiers mois de l'année pour atteindre 624 M USD. Cette forte baisse s'explique par une diminution de la demande due à la contraction de l'économie et une baisse du prix du baril. L'achat d'électricité aux pays d'Amérique centrale a quant à lui augmenté de 8,4% g.a. sur la période pour atteindre 17 M USD.

Selon le directeur régional du Programme des Nations Unis pour le Développement, la réactivation économique du Honduras passera par des investissements importants dans le digital et l'inclusion technologique. Ces programmes structurants devront être soutenus par les bailleurs internationaux et permettront au pays de réduire les inégalités dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Le programme de l'ONU précise par ailleurs l'importance pour le gouvernement d'exécuter avec transparence les programmes financés par les organismes étrangers.

Salvador

2019 – PIB : 27 Mds USD | Pop : 6,5 M hbts

L'expansion de la dette publique se poursuit, cette dernière atteignant 22 Mds USD à fin septembre, soit 86% du PIB. Depuis le début de la crise sanitaire en février, le pays a augmenté de 17 points de PIB sa dette extérieure. Selon une étude de l'Observatoire des politiques publiques de l'UFG, la dette publique attendra 95% du PIB à la fin de l'année engendrant des intérêts de 1,1 Mds USD, soit le premier poste de dépenses du gouvernement, devant le budget pour l'éducation.

La BCIE a approuvé un prêt de 200 M USD pour le programme « Mi Nueva Escuela » s'inscrivant dans le plan de réduction de la pauvreté et d'exclusion économique et sociale (PRPEES) de l'organisation régionale. Ces ressources seront utilisées pour

reconstruire ou améliorer l'infrastructure et fournir des équipements technologiques à 186 centres scolaires dans les zones où l'indice de pauvreté est le plus élevé.

Nicaragua

2019 – PIB : 12,5 Mds USD | Pop : 6,5 M hbts

L'ouragan Eta, de catégorie 4, a touché les côtes nicaraguayennes mardi 3 octobre entraînant l'évacuation de plus de 30 000 personnes et la destruction de nombreuses infrastructures routières et électriques. L'ouragan, depuis rétrogradé en tempête tropicale, devrait traverser le centre du Honduras, puis la cote bélizienne d'ici la fin de la semaine.

CARAÏBES

2019 – PIB : 213 Mds USD | Pop : 36 M hbts

Pays	Nombre de cas de COVID-19
	Nombre de décès liés au COVID-19
	<i>Données officielles au 04 novembre 2020</i>
République dominicaine	128 824 (+2,6%) Décès : 2 260
Haïti	9 100 (+0,6%) Décès : 232
Jamaïque	9 373 (+5,9%) Décès : 217
Cuba	7 184 (+6,8%) Décès : 129

Cuba

2018 – PIB: 100 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

Les autorités cubaines ont inauguré, mardi 4 novembre, le siège permanent d'un guichet unique pour les investisseurs étrangers (Vuinx, selon ses initiales en espagnol), avec le soutien de l'Union européenne et de l'ONU. Le projet, qui trouve un précédent dans la Zone spéciale de développement de Mariel, contribuera à faciliter les démarches administratives relatives aux investissements étrangers à Cuba (élimination des obstacles bureaucratiques et retards dans l'octroi des permis, délivrance des autorisations, etc...). En fonctionnement depuis le début de cette année, la plateforme a permis, jusqu'au mois d'octobre, le traitement de plus de 130 dossiers. La création du guichet unique avait été annoncée en juin 2019, lors de la visite du Commissaire de Coopération internationale et de développement de l'UE, M. Neven Mimica, qui avait également annoncé une contribution de 4 M USD pour ce projet.

La Russie reprend ses opérations aériennes vers Cuba. Les tour-opérateurs russes Pegas Touristik, Coral Travel et Anex Tours ont annoncé la reprise, à partir de novembre, des vols au départ de la Russie à destination de Jardines del Rey (station

balnéaire située dans la province de Ciego de Avila). Ces liaisons viennent s'ajouter à d'autres récemment ré-ouvertes, suite à la décision des autorités cubaines de rouvrir l'île au tourisme international. La Russie est le quatrième pays émetteur de touristes vers Cuba, avec plus de 177.000 voyageurs en 2019 (+30% par rapport à 2018).

République dominicaine

2019 – PIB : 88,9 Mds USD | Pop : 10,7 M hbts

ProDominicana, l'institution chargée de promouvoir et d'accroître les exportations et les investissements étrangers, a lancé le Plan national de promotion des exportations (PNFE). Ce plan vise à accroître les investissements, à faciliter l'accès au financement, à améliorer la qualité de l'offre et à ouvrir le pays à de nouveaux marchés internationaux. Le PNFE est programmé sur 10 ans et prévoit de créer 600 000 emplois, ainsi que de porter les exportations à 20 Mds USD au cours des quatre prochaines années.

VINCI Airports et sa filiale AERODOM ont inauguré le nouveau terminal Cargo City SDQ à l'aéroport international de Saint-Domingue Las Americas. Construit par VINCI Construction Grands Projets, ce nouveau terminal s'intègre dans le plan de modernisation et d'optimisation déployé par VINCI Airports pour un investissement de l'ordre de 15 M USD. La première phase du projet comprend un nouvel entrepôt de 6 800 m² et un bâtiment commercial doté de services bancaires, de services de restauration, de services douaniers, d'espaces administratifs et d'un parking indépendant. Lors de l'événement, a été également annoncé l'agrandissement de l'atrium central du terminal passagers, ainsi que la modernisation des espaces de sécurité et d'immigration.

L'Association nationale des hôtels et des restaurants (ASONAHORES) a organisé une cérémonie d'ouverture pour sa foire virtuelle ASONAHORES 2020. Cette foire semi-présentielle, qui se tient du 2 au 6 novembre, est soutenue par la présidence et le ministère du Tourisme. C'est le lieu où se déroulent chaque année d'importantes négociations entre les agents de voyage, les tour-opérateurs, les groupes spécialisés et les principaux prestataires du secteur touristique national. L'objectif est de minimiser les effets de la pandémie de COVID-19, de maximiser le potentiel de création d'emplois et de promouvoir le secteur de manière durable.